

APC : La scène canadienne

Séminaires à Washington et à Yellowknife

L'environnement préoccupe beaucoup le Canadien moyen ces temps-ci ; c'est ainsi que treize législateurs de sept territoires et provinces différents ont assisté à un séminaire parrainé par l'APC sur des questions d'environnement qui a eu lieu à Washington (D.C.).

Parmi les participants, on comptait **John Cashore** et **James Rabbitt**, de la Colombie-Britannique, **Stan Schumacher** et **Halvar Jonson** de l'Alberta, **Dwain Lingenfelter** et **Jack Wolfe** de la Saskatchewan, **Joan Fawcett** et **Margaret Marland** de l'Ontario, **Derrick Kimball** et **Vincent McLean** de la Nouvelle-Écosse, **Richard Nerysoo** des Territoires du Nord-Ouest et **John Crane** et **Kevlin Parsons** de Terre-Neuve.

Catherine Rudder, directrice générale de l'American Political Science Association, a inauguré les travaux en présentant un exposé comparatif du système parlementaire et du système législatif avec Congrès. M^{me} Rudder a insisté sur le caractère multi-dimensionnel du processus politique américain et a mentionné l'exemple de la loi sur la salubrité de l'air qui fait présentement l'objet d'un examen par le Congrès.

Les délégués ont ensuite entendu les propos de spécialistes en matière de politique du Service de recherche du Congrès, dirigé par **John Moore**, chef de la Division des politiques sur les ressources naturelles et

l'environnement. Ensuite, ils se sont rendus au Département d'État pour une rencontre avec **Andrew Sens**, directeur de l'Office de la protection de l'environnement au Bureau des affaires internationales sur l'environnement et la science.

La journée suivante, les législateurs ont rencontré des représentants de l'ambassade canadienne à Ottawa, dont **Gail Tyerman**, conseillère pour les relations fédérales-provinciales, **Michael Kergin** et **Ross Glasgow**.

Après une conférence de presse au World Resources Institute organisée

pour présenter le véhicule à hydrogène de Mercedes-Benz, les délégués se sont rendus au Capitole rencontrer **Mike Totten**, adjoint de **Claudine Schneider**, membre de la Chambre des représentants et marraine de projets de loi sur l'environnement présentement à l'étude. M. Totten soutient que par des mesures relativement simples, par exemple produire des ampoules qui consomment peu d'énergie, il serait possible de réaliser des économies importantes.

Pendant le lunch, les participants ont eu l'occasion d'échanger leurs points de



Stan Schumacher, député à l'Assemblée législative de l'Alberta, examine le prototype d'un véhicule à hydrogène de Mercedes-Benz.



Des délégués occupent les fauteuils de la salle du comité du Sénat américain.

vue avec des représentants de deux groupes écologiques, **Doug Mulhall**, de Greenpeace, et **Carol Werner** et **Patricia Weymond**, de l'Environmental and Energy Study Institute.

Les délégués ont passé l'après-midi aux bureaux de l'Agence de protection de l'environnement, organisme responsable de l'environnement aux États-Unis. Plusieurs personnes membres du personnel de l'organisme ont répondu à des questions sur des sujets qui intéressent les Canadiens : la gestion des produits dangereux et des déchets solides, la pollution de l'air, les pluies acides, l'effet de serre, les incinérateurs de recyclage de dépotoirs, pour ne mentionner que ceux-là.

Le point culminant du séminaire aura été la réunion du Sous-comité du Sénat sur la protection de l'environnement, dirigé par le sénateur **Max Baucus**, à laquelle les délégués ont pu assister. Le comité a examiné la question des normes pour les émissions des automobiles et a entendu le témoignage de constructeurs automobiles et d'écologistes. Les législateurs canadiens ont donc eu l'occasion de comparer la procédure régissant les travaux de leurs propres comités à celle de leurs hôtes.

Le séminaire s'est terminé par un déjeuner-causerie où le conférencier invité était **Richard Goldstein**, des Browning-Ferris Industries.

Le séminaire a été organisé pour la Région canadienne de l'APC par **Jo Obestar** et **Barbara Reynolds** du Centre d'échange des questions législatives.

★ ★ ★

Du 16 au 19 novembre derniers, l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest a été l'hôte du 14^e séminaire de la Région du Canada. Pendant les deux jours que durait cette rencontre, les délégués et observateurs ont eu l'occasion de discuter de sujets d'intérêt mutuel.

La première séance portait sur la réforme parlementaire en cours dans certaines provinces. Les conférenciers principaux étaient **Sam Cureatz** de l'Assemblée législative de l'Ontario et **Al Mosher** de la Nouvelle-Écosse.

Les implications d'un sénat élu « à l'albertaine » ont fait l'objet d'une autre séance. Les conférenciers étaient **Jerry Doyle** de l'Alberta et **Girve Fretz**,

président de la section canadienne de l'APC.

Les participants ont par ailleurs discuté longuement du statut de province pour les territoires du nord canadien. Les conférenciers étaient **Richard Nerysoo**, de la section hôte, et **Don Boudria**, de la Chambre des communes. Le texte de la communication de M. Nerysoo a été incluse dans le présent numéro.

Ian Izard, légiste à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, a parlé des récents changements apportés à la loi électorale après des jugements rendus par les tribunaux à cet égard. Son exposé a aussi été publié dans la présente livraison de la *Revue*. **Alan Nordling**, du Yukon, est intervenu sur les critères de résidence et sur d'autres questions découlant de causes qui relèvent de la charte.

La séance sur l'environnement et le simple député a été menée par trois conférenciers : **Jerry Storie**, du Manitoba, **Lloyd Snow**, de Terre-Neuve, et **Kim Trew**, de la Saskatchewan. Il est ressorti de cette discussion intéressante que les délégués ont à cœur de sensibiliser la population aux questions d'environnement.

M. Trew a présenté la motion suivante :

Que le Séminaire de l'Association parlementaire du Commonwealth de Yellowknife recommande la création d'un comité de tous les partis sur l'écologie afin d'assurer la circulation de l'information sur l'environnement parmi les membres canadiens et autres de l'APC.

La motion a été appuyée par M. Snow et adoptée à l'unanimité.

En plus de leur travail, les délégués ont pu goûter à l'hospitalité nordique et ont participé à des courses de traîneaux à chiens. Comme de juste, le premier prix a été remporté par le greffier adjoint du Yukon, **Missy Follwell**, et son co-équipier **Smirle Forsyth** de l'Ontario ; le deuxième prix est allé à l'équipe des T.N.-O. qui talonnait les gagnants.

Le président de l'Assemblée et son personnel dirigé par **David Hamilton** n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire en sorte que cette visite dans le Nord reste mémorable.

Carnet

De nouveaux présidents

Le 28 novembre 1989, à l'occasion de la première séance de sa 34^e législature, l'Assemblée nationale s'est donnée un nouveau président en la personne de **M. Jean-Pierre Saintonge**. M. Saintonge était déjà familier avec la fonction présidentielle puisque de 1985 à 1989, soit pendant toute la précédente législature, il était l'un des deux vice-présidents de cette Assemblée.

Le président, qui a été élu comme député pour la première fois le 13 avril 1981, entreprend son troisième mandat à l'Assemblée nationale. Il a d'abord représenté la circonscription de Laprairie suite aux élections de 1981 et de 1985 ; puis, le 25 septembre 1989, il est devenu le premier député à représenter la circonscription de La Pinière qui a été créée par suite des récentes modifications apportées à la carte électorale.

Alors qu'il siégeait au sein de l'opposition officielle, M. Saintonge a été membre de la Commission de l'aménagement et des équipements ainsi que porte-parole de son groupe parlementaire dans le domaine des affaires culturelles, des loisirs et des sports, puis en matière d'affaires municipales.



Jean-Pierre Saintonge

Le nouveau Président est avocat. Membre du Barreau du Québec depuis 1973, il a été protonotaire adjoint au ministère de la Justice du Québec pendant un an, puis associé de l'étude Vermette, Dunton, Ciaccia, Rusko, De Wever et Saintonge.

Il a aussi oeuvré dans le domaine de l'enseignement au Collège Saint-Ignace, à l'École Saint-Léon de Westmount et au Collège Ahuntsic à Montréal.

M. Saintonge détient un baccalauréat ès arts, un brevet A d'enseignement, un baccalauréat en pédagogie et une licence en droit de l'Université de Montréal.

Richard Nerysoo a été élu président de la onzième Assemblée législative en octobre 1989. Il est le premier autochtone à occuper ce poste ; il est aussi le premier autochtone et le plus jeune député à occuper le poste de leader du gouvernement.

Né en 1953 dans un camp sur la rivière Peel près de Fort MacPherson, il a fait ses études à Fort MacPherson, à Inuvik et à Whitehorse.

Élu pour la première fois en 1979, il a été réélu en 1983 et en 1987. Il a été choisi leader du gouvernement et ministre de la Justice et des services publics en 1983, au début de son deuxième mandat. Pendant son premier mandat, M. Nerysoo a fait ses armes comme ministre des Ressources renouvelables et du Secrétariat de l'énergie et de la mise en valeur des ressources ; il a aussi été nommé président du Comité de la législation et de la planification de la Chambre.

De 1985 à 1987, il a présidé le Comité permanent des finances. Il était aussi président du Conseil tribal de la région du delta du Mackenzie. Au cours des deux années suivantes, il a été négociateur dans les pourparlers sur les revendications territoriales des Dénés-Métis et sur l'autodétermination politique. À partir de 1988-1989, il est devenu président d'Ajautit, comité de simples députés. Au moment de sa nomination comme président d'Assemblée, il était aussi membre du Comité permanent des finances, du Conseil de gestion et des services et



Richard Nerysoo

était membre substitut du Comité spécial sur l'économie du Nord.

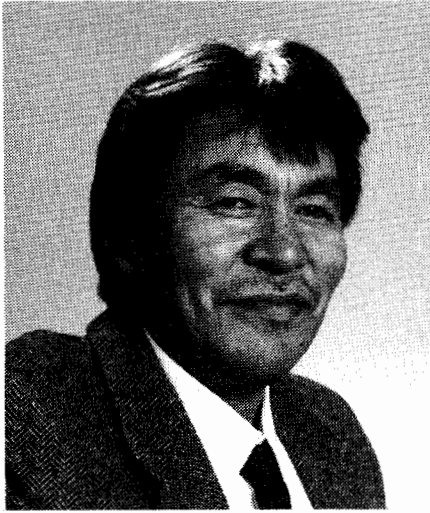
À partir de 1975-1976, avant son élection comme député, M. Nerysoo il a assumé la vice-présidence de la Fraternité indienne des Territoires du Nord-Ouest (aujourd'hui la Nation Dénée) ; il a travaillé pour le gouvernement du territoire pendant un an. Il est devenu vice-président de la Nation Dénée, représentant la région du delta du Mackenzie.

Élections partielles

John Ningark a été élu député à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest pour représenter la circonscription de Natilikmiot aux élections partielles qui ont eu lieu le 10 octobre 1989.

M. Ningark est né à Repulse Bay, où il a habité jusqu'à ce que ces parents déménagent à Pelly Bay en 1959. Il a fréquenté l'école de Chesterfield Inlet et retournait au camp chaque été pour rejoindre sa famille qui vit de la chasse traditionnelle. Il chasse toujours les fins de semaine le printemps et l'été.

M. Ningark a été directeur de la coopérative à Pelly Bay de 1966 à 1972 au moment où le hameau est devenu



John Ningark

une municipalité. Il est devenu secrétaire-gérant et administrateur principal, poste qu'il a occupé jusqu'au moment où il est devenu candidat aux élections.

Pendant les années soixante, M. Ningark se rendait à Winnipeg chaque année pour une période de trois mois afin de terminer sa formation en menuiserie, en plomberie, en maçonnerie et en ébénisterie. Il a obtenu un certificat d'équivalences de 11^e année du ministère de l'Éducation. Par la suite, il a suivi les cours de gestion des affaires offerts par le Western Cooperative College de Saskatoon. Il a continué de parfaire son éducation par des cours par correspondance à la fin des années 1970.

Il est membre du Comité permanent des organismes, des commissions et comités de l'Assemblée et du Comité permanent des comptes publics.

Nominations

Daniel L. Norris a été assermenté commissaire des Territoires du

Nord-Ouest le 2 octobre 1989. Il est né à 35 km au sud-ouest d'Inuvik dans le delta du Mackenzie au poste de traite de ses parents. Élevé dans le delta du Mackenzie (Aklavik), où ses parents avaient établi leur domicile en 1932, il a grandi parmi les Loucheux, les Slavey, les Dogrib et les Inuvialuit de la région.

En 1956, il est parti travailler pour le ministère des Affaires du Nord et des ressources nationales à Aklavik. Au cours de la même année, il est devenu directeur des Aklavik Flying Services. Après avoir obtenu son permis de pilote privé et avoir appris qu'il ne pourrait pas recevoir de permis commercial en raison de problème de vue, il a décidé de revenir au Affaires du Nord et des ressources nationales où il a été promu chef des services de bureau.

Lorsque le gouvernement territorial est déménagé au nord en 1967, il est devenu agent du personnel et des services administratifs.

En août 1967, M. Norris a accepté le poste d'agent administratif et adjoint spécial du directeur régional à Inuvik. En 1972, il a été muté au service du personnel comme chef régional. Il a ensuite été promu directeur régional adjoint en 1982 et nommé directeur régional en 1985.

En plus de ses fonctions comme directeur régional, il a accepté la présidence du Conseil régional de la santé d'Inuvik le 1^{er} avril 1988.

Brenda M. Fraser a été nommée greffier adjoint (comités) le 30 octobre 1989 à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

Née à Campbellton au Nouveau-Brunswick, M^{me} Fraser possède un baccalauréat en arts (1972), un baccalauréat en éducation (1973), une licence en droit (1978) de l'Université du Nouveau-Brunswick et une maîtrise en administration scolaire (1988) de l'Université de Moncton.

M^{me} Fraser a enseigné à l'école secondaire et au collège. Elle a été instructeur, Code criminel, à l'institut de



Daniel Norris

police de l'Atlantique à Charlottetown à l'Île-du-Prince-Édouard (1980-1981), a pratiqué le droit sur le privé à Petit Rocher, au Nouveau-Brunswick, (1982-1984) et a été à l'emploi de la Commission des accidents du travail du Nouveau-Brunswick (1986-1987).

Démission du sénateur Walker

Le 26 septembre 1989, le sénateur Lowell Murray a informé le Sénat que le sénateur David James Walker avait signifié au premier ministre Mulroney son intention de démissionner. Dans son discours, le sénateur Murray a indiqué que le sénateur Walker était le doyen au sein du Conseil privé. Il a été nommé au Sénat en 1963 après six années de service à la Chambre des communes, où il assumé la responsabilité de trois portefeuilles ministériels en même temps. Ses collègues l'ont félicité pour l'appui indéfectible au Sénat et ont évoqué sa réputation comme avocat à Toronto avant son élection à la Chambre des communes. Le sénateur Walker, 85 ans, a invoqué des problèmes de santé comme motif de son départ.